

LA VERITE

Organisme Comité Central

Organisation Communiste Internationale



■ Stéphane JUST

**Au XXII^e Congrès de l'OCI : une tumeur
extirpée**

■ Robert CLEMENT

**Après la Conférence européenne des 27, 28
et 29 janvier 1979 : premiers enseignements**

Une déclaration du Secrétariat
international

**Iran : nouvelle phase
de la révolution prolétarienne
mondiale**

■ Denis COLLIN

Le cours actuel de la bureaucratie chinoise

■ Etienne LAURENT

**Une nouvelle défaite de la monarchie
franquiste**

■ César CORTE

**La place de la social-démocratie
dans la lutte des classes
d'hier et d'aujourd'hui (2^e partie)**

■ Michel DAUBERNY

**A propos des analyses
et des propositions économiques
du PCF (2^e partie)**

586

LA VERITE

Organe du Comité Central
de l'Organisation Communiste Internationaliste.
(pour la reconstruction de la IV^e Internationale.)

Numéro 586 - Avril 1979

SOMMAIRE

- 3 — ■ Stéphane JUST
**Au XXII^e Congrès de l'OCI : une tumeur
extirpée**
- 14 — **Résolutions du XXII^e Congrès de l'OCI**
- 27 — ■ Robert CLEMENT
**Après la Conférence européenne des 27, 28
et 29 janvier 1979 : premiers enseignements**
-
- 41 — Une déclaration du Secrétariat
international
**Iran : nouvelle phase
de la révolution prolétarienne
mondiale**
-
- 51 — ■ Denis COLLIN
Le cours actuel de la bureaucratie chinoise
- 71 — ■ Etienne LAURENT
**Une nouvelle défaite de la monarchie
franquiste**
- 87 — ■ César CORTE
**La place de la social-démocratie
dans la lutte des classes
d'hier et d'aujourd'hui (2^e partie)**
- 111 — ■ Michel DAUBERNY
**A propos des analyses
et des propositions économiques
du PCF (2^e partie)**

*Le prochain numéro de « La Vérité », daté du mois de
juin 1979, sera mis en vente le mercredi 23 mai 1979.*

TROIS MOIS
APRES L'ECHEC DU REFERENDUM
SUR LA CONSTITUTION
EN ESPAGNE

une nouvelle défaite de la monarchie franquiste

par Etienne LAURENT

« L'Espagne a voté » : plus exactement, les élections aux secondes Cortès octroyées de la monarchie franquiste ont eu lieu. Elles n'ont rien réglé du point de vue de la crise de domination politique de la bourgeoisie. Au contraire, elles n'ont servi qu'à rendre l'ensemble des éléments de cette crise encore plus aigus.

Suarez avait pour objectif de chercher, par la voie des élections, à réaffirmer son autorité, de renforcer les bases politiques de son action et d'effacer dans toute la mesure du possible son grave échec lors du vote intervenu le 6 décembre sur le référendum à la Constitution. Il n'a atteint aucun de ses objectifs et devra prendre appui plus fortement que jamais sur Santiago Carrillo et Felipe Gonzales. Mais ceux-ci ont subi eux aussi un nouvel échec et se trouvent dans une situation où ils heurtent plus que jamais les aspirations de la classe ouvrière et des masses.

Les Cortès ne sont pas des institutions parlementaires, mais un rouage auxiliaire de la monarchie continua-

trice du franquisme, derrière lequel s'abritent les institutions franquistes en décomposition. Le régime de domination politique de la bourgeoisie en Espagne n'est pas la démocratie bourgeoise. Les élections n'y sont, ni de près ni de loin, des élections « parlementaires ». Indépendamment même du trucage électoral qui est pratiqué couramment par l'appareil d'Etat espagnol, leurs résultats comportent une réfraction encore plus déformée de la lutte des classes que dans des systèmes politiques plus proches de la démocratie parlementaire bourgeoise classique.

LE LOURD BILAN DES ELECTIONS DU 1^{er} MARS

Il reste que les résultats du 1^{er} mars peuvent être interprétés et livrer un certain nombre d'éléments frappants, d'une importance politique certaine :

A. Suarez, Premier ministre de la monarchie franquiste, lors des élections aux premières Cortès octroyées, le 15 juin 1977. (Ph. Sygma).

- le pourcentage des non-votants fait un bond très important, passant de 20 % en juin 1977 à plus de 32 % en 1979 ; l'abstention atteint des proportions encore plus significatives dans les nationalités opprimées et aux Canaries : 45 % des électeurs de Galice ne se sont pas déplacés pour aller aux urnes, il y a 46 % de non-votants à Ténériffe (Canaries), 37 % à Barcelone, capitale de la Catalogne, et 35 % au Pays basque. Dans un secteur à forte concentration ouvrière de la province des Asturies, qui vient de connaître des grèves particulièrement importantes, il y a 40 % de non-votants ;

- le « triomphe » de l'UCD, obtenu par la mobilisation de tous les moyens de l'appareil d'Etat franquiste dont l'UCD n'est que le prolongement et l'expression en forme de « parti politique », repose sur quelque 22 % du corps électoral seulement ;

- le conglomérat des cliques franquistes en décomposition, rival de l'UCD, l'Alliance Populaire-Coalition Démocratique de Fraga, Osorio et Areilza, s'effondre ;

- l'appareil stalinien du PCE-PSUC connaît une progression de 180 000 voix et 2 sièges, mais cette progression ne peut masquer la perte de 60 000 voix du PSUC à Barcelone, de 20 000 voix dans le reste de la Catalogne et la stagnation du PCE à Madrid ;

- l'appareil du PSOE voit sa politique de collaboration avec la monarchie sanctionnée par des pertes de voix importantes dans les bastions de la classe ouvrière, qui sont eux aussi ceux du PSOE : de ces pertes de voix s'est nourrie l'abstention qui ne signifie pas que les abstentionnistes se détournent définitivement du PSOE, mais le rejet par des couches d'avant-garde de la classe ouvrière, toujours proches et parfois membres du PSOE, de la politique suivie par Felipe Gonzales ;

- enfin et surtout, en Euzkadi, le vote du 1^{er} mars a prolongé, confirmé et amplifié le vote contre la constitution monarchique continuateur du franquisme, et pour l'indépendance d'Euzkadi, qui était déjà intervenu lors du référendum sur la Constitution le 6 décembre : la poussée de tous les partis basques et surtout la percée du front Herri Batasuna, porte-parole

politique de l'ETA, traduisent — au-delà des positions politiques précises — de ceux vers qui les aspirations se portent aujourd'hui — la détermination politique concentrée du peuple basque d'en finir avec le franquisme et l'oppression nationale, d'en finir avec l'Etat « unitaire » de la monarchie, d'arracher la satisfaction de ses revendications nationales.

Le bilan est donc extrêmement lourd ; les résultats ainsi résumés représentent une défaite aussi bien pour la monarchie et l'UCD que pour les appareils contre-révolutionnaires de S. Carrillo et F. Gonzales. Mais le bilan ne s'arrête pas là. Aux résultats chiffrés des élections, il faut encore ajouter une donnée politique fondamentale intraduisible en termes chiffrés : à partir de décembre et surtout du début janvier, dans toute l'Espagne, la classe ouvrière s'est engouffrée par les brèches ouvertes dans le dispositif contre-révolutionnaire et a engagé sur son terrain, par toutes les méthodes de lutte qui lui sont propres, le combat pour la satisfaction immédiate de ses revendications les plus pressantes.

De la mi-janvier jusqu'aux élections, le jour même du scrutin et depuis, une vague de grèves a déferlé sur l'Espagne, dont certaines ont été très dures et très longues, mettant à l'ordre du jour le combat pour la centralisation et l'unification des combats dispersés, le combat pour la grève générale.

A la suite d'un décret du gouvernement Suarez, en date du 26 janvier, déclarant illégale toute activité de caractère politique ou syndical qui contribuerait directement ou indirectement au renforcement du terrorisme ou qui en ferait l'apologie, les travailleurs ont été obligés de défendre leurs grèves et d'organiser leurs piquets sous la menace directe de l'arrestation politique.

Les grèves ne sont pas terminées : ce qui les sous-tend et leur donne leur force, ce qui explique leur caractère mouvant et multiforme, ce sont une nouvelle fois des facteurs qui relèvent de l'analyse faite par Rosa Luxemburg dans « Grève de masse, parti et syndicat » : ce sont des grèves qui participent à la « bataille générale pour en

finir avec l'absolutisme » et qui sont portées consciemment ou inconsciemment par ce but. Dans les semaines qui viennent, elles vont tendre à s'entrela- cer avec le mouvement pour la défini- tion et la satisfaction d'une série de revendications élémentaires des mas- ses, auquel la préparation des élections municipales qui sont fixées au 3 avril, va donner lieu dans les villages, les bourgs et les quartiers ouvriers et populaires des grandes villes.

Le lendemain des élections, la Ligue communiste, organisation qui combat sur la base du Programme de transi- tion, a collé à Madrid des affiches caractérisant les résultats du 1^{er} mars comme une « défaite » pour la classe ouvrière. Il est vrai que la Ligue com- muniste avait mené campagne dans le cadre des élections sur une orientation erronée, proche par certains aspects importants de celle menée par la sec- tion officielle du Secrétariat unifié, la LCR d'Espagne, visant à arracher dans le cadre des Cortès octroyées de la monarchie et des élections organi- sées par l'UCD à partir de l'appareil d'Etat franquiste, une majorité et un gouvernement du PSOE et du PCE.

S'appuyant sur toute la ligne du développement de la lutte des classes et de la crise de domination politique irréversible et sans remède de la bour- geoisie espagnole, l'Organizacion Cuarta Internacional, section espa- gnole du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internatio- nale, a au contraire appelé au combat contre les élections du 1^{er} mars et com- biné ce combat avec celui pour la cen- tralisation des grèves vers la grève générale. Pour l'OCI d'Espagne la bataille centrale doit se livrer plus que jamais sur la ligne : A bas la monar- chie, à bas les institutions franquistes, non aux Cortès de la monarchie, répu- blique, Cortès constituantes, et pour l'Euzkadi, l'indépendance, la convo- cation immédiate de l'Assemblée constituante souveraine du peuple basque, la proclamation de la républi- que libre d'Euzkadi.

Mais, pour apprécier pleinement l'ensemble des données de la situation, il est nécessaire de rappeler brièvement dans quel cadre et à quel moment du développement de la lutte des classes en Espagne elles se situent.

L'AXE DU FRANQUISME EN DECOMPOSITION, LA CONSTITUTION, LES CORTES

Avant la mort de Franco déjà, plus nettement encore depuis sa dispari- tion, c'est dans l'axe du franquisme en décomposition que les forces attachées à la défense de la propriété privée et de l'ordre bourgeois ont été contraintes de situer l'ensemble de leurs interven- tions.

Les institutions franquistes se sont confondues, et se confondent encore pour l'essentiel avec les institutions les plus fondamentales de l'appareil d'Etat bourgeois en Espagne. La monarchie de Juan Carlos s'est impo- sée nécessairement comme le seul cadre permettant de mener à bien la tentative de défendre et de sauvegar- der ces institutions face à la montée des masses. C'est à cette fin que la monarchie avait été choisie par Franco en personne ; elle était héritière de la forme ultra-réactionnaire dans laquelle l'Etat bourgeois s'était formé historiquement en Espagne. C'est dans le cadre de la monarchie que tou- tes les forces de la contre-révolution et du statu quo à l'échelle mondiale sont donc venues situer leur action.

Chacun se rappelle encore le rallie- ment enthousiaste et spectaculaire de Santiago Carrillo, en avril 1977, au drapeau de la monarchie, au drapeau « sang et or » qui fut celui de Franco et de sa « croisade », au drapeau trempé dans le sang des centaines de milliers d'ouvriers et paysans victimes des armées de Franco et de sa répres- sion sanglante contre la classe ouvrière et ses organisations indépendantes.

Le ralliement de Felipe Gonzales a été quelque peu plus discret et plus lent. La place du PSOE comme princi- pal parti traditionnel de la classe ouvrière espagnole, intimement lié tout au long de son histoire au combat pour la république, la nature du PSOE en tant que parti ouvrier parlemen- taire, la situation de l'appareil de Felipe Gonzales vis-à-vis des militants du parti, lui imposaient cette discrétion. Mais le ralliement a fini par se faire tout aussi nettement. Après avoir

présenté en mai 1978 un amendement de pure forme à l'article 1 de la Constitution et avoir été « battu au vote » dans les Cortès octroyées de la monarchie, la direction du PSOE a voté en octobre le texte global de la Constitution avec le même enthousiasme que l'appareil stalinien, et s'est engagé ensuite contre la classe ouvrière, contre ses propres militants et son propre électorat, dans le combat politique contre-révolutionnaire consistant à faire adopter par référendum la Constitution de la monarchie.

La Constitution élaborée dans les Cortès octroyées, issues des élections de juin 1977, doit être caractérisée brièvement. Une réunion de juristes bourgeois convoquée par la revue « Cambio 16 », l'un des principaux organes de presse espagnols, l'a caractérisée comme un régime de « monarchie musclée » dans lequel « la couronne se voit dotée d'attributions impropres à une monarchie parlementaire », d'un « pouvoir extravagant et dangereux », lourd de conflits potentiels.

La monarchie franquiste n'a effectivement rien à voir avec une démocratie, ni même avec une monarchie parlementaire. La couronne n'est rien d'autre que l'institution qui encadre, coiffe et préside au fonctionnement des institutions essentielles de l'Etat bourgeois telles que Franco les a modelées.

L'Etat bourgeois espagnol, depuis la destruction de la première République en 1873 et la restauration de la monarchie, s'est édifié sur la base de l'oppression des nationalités. Sous Franco, l'écrasement systématique des peuples catalan, basque et galicien est devenu une des pierres de touche de l'Etat. La Constitution confirme et prolonge ce caractère essentiel de l'Etat monarchique et franquiste. L'article 2 rejette le droit à l'autodétermination et donc à la séparation des peuples basque, catalan, galicien, refuse de reconnaître leur existence comme nation, et déclare :

« La Constitution se fonde sur l'indissoluble unité de la nation espagnole, patrie commune et indivisible de tous les Espagnols. Elle reconnaît et garantit le droit à l'autonomie des nationalités et régions qui l'intègrent et la solidarité entre elles toutes. »

La forme monarchique de l'Etat et l'oppression nationale sont garanties par l'armée, à laquelle la Constitution consacre plusieurs articles et confie expressément, dans son article 8,

« la mission de garantir la souveraineté et l'indépendance de l'Espagne, de défendre son intégrité territoriale et son « agencement » constitutionnel ».

Un autre pilier de la dictature franquiste, l'Eglise catholique, se voit reconnaître un rôle central grâce au droit qui lui est reconnu de créer des « communautés et fondations » et l'article 26 sur l'enseignement qui tend à pérenniser son contrôle sur l'école.

L'organisation du pouvoir judiciaire consignée dans la Constitution assure une continuité profonde avec les institutions judiciaires franquistes, elle prévoit notamment le maintien de la compétence des tribunaux militaires dans toute une série de domaines. Par ailleurs, l'arsenal répressif du franquisme a été largement réutilisé dans la Constitution : limitation du droit de grève, interdiction faite à une partie des fonctionnaires et des magistrats de se syndiquer, reconnaissance du droit de lock-out patronal (art. 34), subordination du droit de réunion à l'appréciation du ministère de l'Intérieur et des gouverneurs civils, etc.

Dans ce cadre, les Cortès sont une institution auxiliaire de la monarchie franquiste, une chambre d'enregistrement dénuée de tout pouvoir et de toute initiative, dominée de surcroît par une majorité parlementaire fabriquée sur mesure à l'aide d'un système électoral soigneusement établi. Mais leur rôle politique ne doit pas être sous-estimé. Même si les principaux accords entre la monarchie, ses ministres et les directions traîtres des partis traditionnels de la classe ouvrière ont dû être négociés et signés en dehors des Cortès, ce sont néanmoins ces Cortès et l'acceptation des députés des partis ouvriers traditionnels d'y siéger qui nouent et qui symbolisent actuellement, comme les visites régulières de Carrillo et Felipe Gonzales au Palais royal, la collaboration de classes de ces partis avec la bourgeoisie au niveau de l'Etat et leur accord pour défendre dans ce cadre les institutions du franquisme en décomposition.

UN ANTAGONISME IRREDUCTIBLE

Tenter de dresser (parce qu'il n'y a pas d'autre choix) le barrage à la révolution dans le cadre des institutions franquistes en décomposition, revient à accepter de monter la garde de l'ordre bourgeois sur la base d'un état endémique de crise de la forme de domination politique et à faire face à des convulsions politiques périodiques graves.

L'adage célèbre : « On ne peut marier l'eau et le feu » fournit une des clefs pour la compréhension de la situation politique espagnole et la nature de la crise permanente de la forme de domination politique. L'adage vaut pour la classe ouvrière. Il explique la situation difficile dans laquelle l'élaboration et la signature du pacte de La Moncloa, puis l'adoption et l'application d'une loi syndicale permettant la tenue d'« élections syndicales » à des comités d'entreprise occupant la place des anciennes structures du syndicat vertical, ont placé l'UGT mais aussi la CNT. En tant qu'organisations indépendantes de la classe ouvrière, leur existence est incompatible avec la forme de domination et les institutions fascistes qui subsistent encore, si avancée que soit leur décomposition. L'UGT et la CNT ne connaîtront leur plein développement qu'avec la destruction définitive, des mains du prolétariat, des institutions fascistes à tous les niveaux, et dans les usines des « comités d'entreprise », prolongements des anciens « enlases » et « jurados ».

Mais l'adage vaut également pour l'armée, l'appareil policier franquiste, le patronat espagnol. Il explique l'origine des convulsions auxquelles le régime a été et sera en proie plus que jamais, jusqu'à ce que le prolétariat et les masses opprimées d'Euzkadi et de Catalogne parviennent à abattre le franquisme et à éliminer tous ses vestiges.

L'état des relations politiques entre les classes a obligé la bourgeoisie, à partir de 1976, à recourir toujours plus à l'aide de S. Carrillo et de F. Gonzales. Sans eux, le franquisme aurait déjà été balayé aussi sûrement que la

dictature iranienne et ses institutions démantelées par les masses de la même manière. Il n'en reste pas moins que les bases de cette collaboration indispensable sont constamment minées par l'extrême difficulté que cette bourgeoisie, cette armée, cette police, ce patronat éprouvent à coexister avec les organisations indépendantes du prolétariat — quelque soient les preuves de collaboration données par les dirigeants traîtres —, ou avec les expressions organisées, même bourgeoises, du combat des peuples de Catalogne, d'Euzkadi et de Galice pour leurs revendications nationales.

Le fondement des institutions de l'Etat franquiste a été la destruction en 1939, sur la base de l'écrasement physique des masses préparé par la politique traîtresse du front populaire, de toutes les organisations politiques et syndicales de classe du prolétariat, la destruction de tous les éléments de démocratie prolétarienne, construits à l'intérieur de la société bourgeoise, et le maintien de la classe ouvrière dans un état d'atomisation forcée.

Parallèlement, en Euzkadi et en Catalogne, la victoire des armées fascistes a été suivie d'une répression sans merci, dirigée contre les organisations et militants ouvriers, mais aussi contre toutes les organisations nationalistes et contre la langue et la culture basques et catalanes dans toutes leurs manifestations.

Sur l'un et sur l'autre plan, les conséquences de la modification des rapports politiques entre les classes sont venues aggraver sans cesse la crise des institutions fascistes et y introduire des éléments de dislocation toujours plus nets.

LES CONVULSIONS SPASMODIQUES DU REGIME

Depuis trois ans, toutes les poussées de la classe ouvrière et toutes ses avancées dans la reconstruction de ses organisations de classe — en premier lieu l'UGT et la CNT — ou dans la reconquête de certaines de ses institutions traditionnelles, telles les « Maisons du Peuple » dont le rôle politique a été

considérable dans l'histoire du prolétariat d'Espagne ; toutes les poussées du mouvement national en Euzkadi et Catalogne ; toutes les expressions de la volonté des masses basques et catalanes de voir satisfaire leurs revendications se sont traduites par des convulsions au sein de l'appareil d'Etat franquiste en décomposition, et de ses institutions fondamentales — l'armée et l'appareil policier.

C'est d'octobre-novembre 1976 que datent les premiers mouvements d'insubordination ouverte dans la police, et la nécessité pour le roi Juan Carlos de lancer ses premiers appels pressants à l'armée de comprendre son devoir d'obéissance par rapport à un plan politique, la « réforme » de Suarez exigée par la « cause supérieure de la patrie ». Puis, en décembre 1976 et janvier 1977, il y a eu la succession d'actions de l'appareil policier et de ses agents et prolongements divers, agissant de façon incontrôlée et pour leur propre compte avec le but évident de « déstabiliser » le gouvernement Suarez et de le faire tomber, qui ont culminé dans les assassinats d'Atocha.

Le résultat des élections du 15 juin et l'élaboration en octobre 1977 des pactes de La Moncloa avec les dirigeants du PCE et du PSOE ont établi pendant un an les bases d'un statu quo précaire, dont les effets ont été cependant plus tangibles sur le plan du mouvement ouvrier placé étroitement sous le contrôle des appareils traîtres que de la question nationale. En tout état de cause l'accalmie a été de brève durée.

Car, depuis juin 1978, on a assisté de façon répétée à de nouveaux mouvements, très étendus, d'insubordination dans la Garde civile, la police armée et les services de la police politique et, au début de l'automne, aux amorces d'un complot contre Suarez dans un secteur de l'armée. Au cœur de ces mouvements avec lesquels Suarez, Martin Villa, le ministre de l'Intérieur, et Gutierrez Mellado, le ministre de la Défense, ont chaque fois négocié et composé, il y a eu la question d'Euzkadi, et les accusations faites au gouvernement de « faiblesse », de « complaisance », de « lâcheté » face aux revendications nationales du peuple basque et à l'action de l'ETA en particulier.

On sait peu de choses, parce qu'elles ont été soigneusement étouffées, du complot militaire dit « opération Galaxie ». Il en va différemment pour la police. Tout au long de l'automne, on peut multiplier les exemples (comme la mutinerie de la Garde civile à Basauri) d'actions incontrôlées d'unités de police d'un corps ou d'un autre, d'un échelon ou d'un autre. Le régime ne contrôle pas son appareil de répression : il pactise avec lui et les termes du pacte ont été, au cours des derniers mois, le « plan en 15 points » de Martin Villa contre le peuple basque auquel le PCE a donné son appui public et bruyant.

La question basque est au cœur même de la crise de l'Etat franquiste et donc au centre du mouvement qui va vers l'ouverture de la révolution en Espagne. C'est en fonction de cette donnée, et de cette donnée seulement, que l'on peut comprendre et juger la manière dont l'ensemble des forces politiques se disposent.

ENCORE UNE FOIS SUR LA QUESTION CENTRALE D'EUZKADI

Parlant de la Catalogne, Trotsky a dit que le sentiment national s'était développé dans les masses dans le cours et comme résultat de la lutte des classes, et comme « enveloppe de leur indignation sociale ». A un degré incomparablement plus fort, la même chose est vraie aujourd'hui pour le sentiment national basque : il prend indiscutablement appui sur des spécificités de langue, de culture, d'histoire, mais celles-ci ne suffisent pas à en expliquer la force. Le sentiment national basque est indissociable de la lutte des classes ; il s'est forgé comme sentiment des masses dans la lutte contre le franquisme, il est l'enveloppe de la haine irréductible des masses d'Euzkadi à l'égard du franquisme.

Cette haine irréductible a conduit les masses basques à se mobiliser et à se déployer au long des trois dernières années sur une échelle, avec une ampleur et une force qui ont fait d'elles le fer de lance du combat d'ensemble de la classe ouvrière et des

masses contre la monarchie. Mais la preuve que le sentiment national est indissociable de la lutte des classes paraît se refléter au niveau des mots d'ordre : ce n'est qu'à un moment déterminé de la lutte, au moment de la mobilisation, en septembre 1977, pour la libération d'Apalategui, prisonnier de l'Etat bourgeois français et menacé d'extradition, que le mot d'ordre d'indépendance a acquis une base de masse.

Dans toutes les mobilisations massives (qui atteignent 200 000 - 300 000 travailleurs et jeunes à San Sebastian, 500 000 à Bilbao), le terrain de l'unité a toujours été la lutte pour les libertés les plus élémentaires, en particulier l'amnistie et la libération des prisonniers politiques, le retrait des forces de répression et la fin de l'état de siège et de répression brutale permanente.

De façon répétée, à des moments critiques, le régime a été contraint de reculer. Il en a été ainsi en mai 1977, à la veille des élections aux premières Cortès octroyées (libération de la majeure partie des prisonniers politiques, notamment Izko et les prisonniers de Burgos). Il en a été ainsi fin septembre de la même année, avant les répercussions de La Moncloa. Au printemps et au début de l'été, afin de rendre plus facile le ralliement du PNV, le parti nationaliste bourgeois basque, à la Constitution de la monarchie, le régime a desserré un tout petit peu l'étai de la répression militaro-policrière.

Au sein des masses basques ces reculs ont renforcé l'idée qu'on pouvait et qu'on devait en finir avec le franquisme, alors qu'au sein des institutions de l'appareil d'Etat franquiste ils n'ont fait que renforcer les facteurs de dislocation et d'explosion.

ECHEC DE L'OFFENSIVE POLITIQUE CONTRE LE PEUPLE BASQUE

C'est l'appréciation de cette situation qui a dicté sa position à l'appareil stalinien en Espagne. Dès mars 1977, Carrillo fixait la position du PCE dans une réunion destinée à établir les premières bases d'un accord avec Suarez :

« Le Parti communiste d'Espagne respecte et est prêt à promouvoir les autonomies régionales, mais défendra par contre toujours l'unité de la patrie. Je suis espagnol et comme tel je m'opposerai en toute circonstance à toute tentative de séparatisme et de division de l'Espagne. »

Ainsi étaient balayées toutes les références formelles faites précédemment au droit à l'autodétermination dans les documents officiels du PCE. « J'ai cru entendre parler un général », avait déclaré un des participants à la réunion. Le soin pris par Carrillo pour s'exprimer sur cette question dans le langage des hommes du pronunciamiento fasciste du 18 juin est en relation exacte avec la place occupée par la lutte pour l'indépendance d'Euzkadi dans le mouvement de la marche à la révolution en Espagne.

Rapidement le PCE s'est fait lui aussi l'un des critiques les plus virulents des « insuffisances » de l'action menée par le gouvernement sur le plan de la répression et le défenseur des moyens policiers accrus pour en finir avec l'ETA. A l'automne de 1978, il a pris une place absolument centrale dans la campagne politique orchestrée à l'échelle de tout l'Etat espagnol pour tenter de diviser et d'isoler le peuple basque au nom de la lutte « contre le terrorisme ». Le déroulement des événements et l'analyse de leurs résultats méritent une rapide analyse.

La campagne est partie d'une interview de Suarez au principal journal de la bourgeoisie madrilène, « El Pais ». Thème central : Suarez se refusait à identifier le Pays basque avec l'ETA ; les basques sauraient rapidement le démontrer. Ce fut ensuite au tour du PNV, parti de la bourgeoisie basque et de la hiérarchie catholique, de proposer la convocation d'une manifestation à Bilbao, « contre le terrorisme ». Le PC fit alors savoir qu'il acceptait d'appuyer la convocation et envoya Dolorès Ibarruri pour défiler en tête du cortège. Ensemble avec l'organisation petite-bourgeoise maoïste l'ORT, ils proposèrent que des manifestations similaires soient convoquées dans toute l'Espagne. Il ne restait au PSOE qu'à s'aligner sur ces propositions et à l'UCD à les

appuyer et à les applaudir des deux mains.

Le 28 octobre à Bilbao ce sont au maximum 30 000 personnes qui ont défilé sous la protection de la police et à l'appel de la coalition ainsi formée. Le 10 novembre les manifestations ont reposé essentiellement sur l'activité du PCE et des groupes maoïstes issus du parti stalinien. A Madrid, la manifestation a reçu l'appui officiel du PSOE et de l'UGT. Mais dans de nombreuses villes, l'appareil du PCE n'est parvenu à rallier ni le PSOE ni l'UGT. Il y a eu des villes comme à Malaga où le PCE a dû se contenter d'une réunion de quelques centaines de personnes avec l'UCD et l'Alliance Populaire. Dans pratiquement toute l'Andalousie, le PCE et les Commissions ouvrières ont manifesté seuls, avec l'UCD. A Cordoue et Séville, il y a eu des contre-manifestations d'ouvriers agricoles qui criaient : « Le chômage aussi, c'est du terrorisme. »

Ces données sont de la plus haute importance. Face à une propagande quotidienne lancinante sur le thème du terrorisme et en présence d'une mobilisation par l'appareil stalinien de toutes ses forces, la classe ouvrière d'Espagne a manifesté son refus de se situer sur le terrain de la bourgeoisie et de donner un appui à la monarchie franquiste dans sa tentative de se dresser contre le peuple basque pour l'isoler. La classe ouvrière d'Espagne et ses militants ne partagent pas dans leur grande majorité les conceptions de la lutte armée utilisée par l'ETA, mais ils savent tous, pour l'avoir vécu et le vivre quotidiennement encore, que le seul terrorisme à l'œuvre est celui exercé par et à partir de l'appareil d'Etat façonné par Franco.

**EUZKADI
S'EST PRONONCEE :
INDEPENDANCE
IMMEDIATE !**

L'échec subi par Suarez, mais aussi par S. Carrillo et F. Gonzales sur le plan des résultats du vote du 6 décembre sur la Constitution n'a fait que sanctionner et confirmer l'échec déjà subi dans la rue le 28 octobre et le 10 novembre.

Au complot ourdi contre elles par les dirigeants du mouvement ouvrier, les masses ont dit non et manifesté leur rejet du franquisme. Le 6 décembre, malgré tout le matraquage du pouvoir, et des dirigeants du PCE et du PSOE, il n'y a pas eu plus de 56 % du corps électoral dans toute l'Espagne pour voter « oui ».

En Euzkadi et en Galice, c'est l'écrasante majorité de la population qui a rejeté, par le « non » comme par le refus d'aller voter, la monarchie franquiste. Dans les provinces basques, en Alava, sur 173 421 inscriptions, seuls 73 409 votants ont approuvé la Constitution. En Guipuzcoa, région de San Sebastian, il n'y eut que 139 958 votes pour approuver cette Constitution sur un électoral de 504 389 personnes. Dans la province de Bilbao, la Biscaye, 266 808 personnes ont voté « oui » sur un corps électoral de 856 580 personnes. En Navarre, province réputée non « vraiment basque », Juan Carlos et les siens n'ont pu obtenir que 182 241 suffrages sur 371 714 électeurs inscrits, et en Galice, ils n'ont pu trouver que moins de 50 % des inscrits pour apporter leur bulletin « oui ». En Catalogne, c'est 35 % du corps électoral qui a rejeté la Constitution par l'abstention et le non.

L'OCI d'Espagne a tiré immédiatement les conséquences de ce vote :

« En Euzkadi, le peuple basque s'est prononcé sans ambiguïté en utilisant les seuls moyens que le référendum anti-démocratique monarcho-franquiste lui laissait.

Il a exigé : indépendance immédiate !

La volonté du peuple catalan, celle du peuple galicien ne sont pas moins évidentes.

Le référendum monarcho-franquiste se retourne en son contraire.

Malgré une formidable pression politique, les masses ont rejeté la Constitution monarcho-franquiste. Il reviendra au peuple basque de l'avoir exprimé en toute clarté.

Le glas de l'Espagne franquiste sonne. Cette chaudière qu'est l'Espagne va exploser. »

L'ORIENTATION DEFENDUE PAR L'OCI D'ESPAGNE

Tout au long des processus de la lutte des classes qui viennent d'être analysés, l'orientation de la section espagnole du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale a été déterminée, en effet, par les deux facteurs dont la compréhension doit maintenant être claire :

- la caractérisation du régime politique comme monarchie franquiste, établie dans l'axe du franquisme en décomposition, et des Cortès comme institution auxiliaire de la monarchie, dont la fonction est de fournir le cadre politique de la collaboration de classes au niveau de la question de l'Etat entre la monarchie, les débris du franquisme organisés en « parti » (l'UCD) et les directions des deux principaux partis ouvriers.

- l'appréciation du rôle central des revendications nationales en général et de celles d'Euzkadi en particulier dans la crise des institutions franquistes et la marche à la révolution prolétarienne en Espagne.

C'est le second élément qui a commandé en particulier la position adoptée par l'Organizacion Cuarta Internacional pour le « non » à la Constitution.

En mai 1978, à Barcelone, s'est constitué un Comité catalan contre la Constitution espagnole qui a reposé essentiellement sur les forces militantes de deux organisations nationalistes, l'Esquerra Nacional et le PSAN (P), et du POUM (secteur Lleget), et qui est parvenu au cours de l'été et l'automne, notamment au moment des manifestations du 10 et 11 septembre de la Diada, à regrouper un secteur significatif de la jeunesse et de la petite bourgeoisie nationaliste radicale sur le terrain du combat contre la Constitution espagnole. Fin juillet 1978, le Comité catalan rencontrait les organisations basques du KAS, de Herri Batasuna et ces forces décidaient ensemble d'engager le combat pour le « non » à la Constitution. Début août, dans le cadre des Journées d'études européennes convoquées par

l'OCI de France, étaient présents plusieurs partis et organisations venus d'Espagne, dont le Comité catalan et le KAS, mais aussi l'OCIE et la COAS (coordination ouvrière des sections socialistes). Ces organisations se sont réunies en marge des Journées d'études et ont abouti à la résolution commune suivante :

« a) le combat pour mettre à bas la Constitution centralisée aujourd'hui la lutte de la classe ouvrière de toutes les nations, de tous les peuples de l'Etat espagnol ;

b) Fraga, Suarez, Areilza, Martin Villa, etc, appellent à voter « oui » car ils veulent maintenir l'essentiel des institutions édifiées par Franco pour exploiter les travailleurs, pour opprimer les nations basque, galicienne, catalane, etc. ;

c) en appelant à voter « oui », Carrillo, Felipe et d'autres dirigeants d'organisations ouvrières et les directions syndicales qui agissent dans le même sens choisissent la défense de l'Etat oppresseur contre la classe ouvrière, contre les nations opprimées ;

d) en répondant à la prise de position de Herri Batasuna et du Comité catalan contre la Constitution espagnole, les organisations ici réunies donnent aujourd'hui leur appui total au « non » à la Constitution, c'est-à-dire que voter « non », c'est aujourd'hui la forme la plus adéquate du combat pour mettre à bas la Constitution, et avec elle la monarchie (qui est aujourd'hui la forme précise de l'Etat bourgeois centralisé), pour toutes les revendications, pour la souveraineté nationale d'Euzkadi, de Catalogne, de Galice.

e) nous appelons toutes les organisations qui se réclament des intérêts du peuple travailleur et de la défense du droit à l'auto-détermination à s'unir au combat le plus résolu contre la Constitution. »

L'OCI d'Espagne a expliqué qu'elle considérait que la solution la plus conforme aux intérêts de la classe ouvrière et des nationalités opprimées aurait été :

« la création d'un front unique ouvrier pour le boycott qui permette

de rompre la coalition contre-révolutionnaire et d'ouvrir la voie au mouvement des masses pour en finir avec le régime qui nie et bafoue les libertés démocratiques et les droits des nationalités ».

A partir du moment, cependant, où une position pour le « non », compris par l'OCIE comme le « non à la Constitution — non à la monarchie » unissait déjà certaines forces ouvrières aux organisations du mouvement national en Euzkadi et en Catalogne, l'OCIE a estimé que les conditions de base étaient réunies pour qu'une lutte réelle soit menée avec les méthodes du front unique pour combattre contre la Constitution et préparer les conditions de la mobilisation politique des masses contre la monarchie.

La destruction des institutions franquistes se fera sur la base de l'alliance de la classe ouvrière de toute l'Espagne, de ses organisations et des masses d'Euzkadi, de Catalogne et de Galice combattant pour la satisfaction de leurs revendications nationales. L'accord du 6 août a représenté au niveau d'une avant-garde un premier pas dans le sens de la matérialisation de cette alliance. D'autres organisations, en particulier la LCR, section officielle du Secrétariat unifié en Espagne, auraient pu et dû se joindre à ce front. La LCR s'est prononcée, pour d'autres motifs que l'OCIE, contre la Constitution. La LCR a estimé que les partis ouvriers traditionnels auraient pu et dû combattre dans les Cortès octroyées et arracher une « meilleure » Constitution. De juillet à décembre cependant, sa politique quotidienne l'a menée, non pas à combattre effectivement pour le « non », mais à chercher tour à tour à constituer un front « de rejet », où pourraient s'amalgamer toutes les organisations préconisant le « non » ou l'abstention en dehors de tout combat pour le front unique, et à se situer continuellement sur un terrain commun avec les appareils traîtres des partis traditionnels : dans la Diada du 11 septembre à Barcelone notamment, où la LCR a défilé avec ceux-ci, avec l'UCD de Suarez et avec le banquier Pujol et les représentants de la bourgeoisie catalane sur le mot d'ordre d'un « bon statut pour la Catalogne », mais aussi dans le mee-

ting d'« union nationale » tenu le même jour à Madrid sur le Chili avec la démocratie chrétienne et même l'UCD (voir « Combate », 15 septembre 1978).

L'OCIE pour sa part a combattu aux côtés du Comité catalan et des socialistes indépendants de la COAS, pour matérialiser dans la lutte des classes l'accord d'août. Fin octobre, au moment du déclenchement de la campagne pour isoler et frapper le peuple basque, l'intervention de l'OCIE a permis à la majorité des organisations signataires de l'accord de combattre ensemble, de rédiger un tract commun, de tenir des réunions à la porte des usines et une série de meetings, pour dire non à la campagne « anti-terroriste », non à la Constitution. En janvier 1979, de nouveau, au moment d'une nouvelle série d'agressions de Suarez contre les masses basques et de l'emprisonnement des candidats de Herri Batasuna, l'ensemble des signataires de l'accord d'août ont diffusé un nouveau tract à Madrid et dans les usines de la ceinture rouge défendant le combat des masses basques et leur droit à l'autodétermination.

Dans le cadre des élections du 1^{er} mars, dès l'annonce faite par Suarez de sa décision de dissoudre les premières Cortès octroyées de la monarchie, et de convoquer de nouvelles élections pour tenter d'effacer les conséquences de son échec du 6 décembre, l'OCIE a pris position pour le boycott (1) des élections (voir ci-contre).

QUE VEULENT LES MASSES : LA GREVE GENERALE !

L'entrelacement, dans le mouvement de la marche à la révolution en Espagne, de la lutte des masses de Catalogne, de Galice, et surtout d'Euzkadi, contre la monarchie franquiste sur le terrain de leurs revendications nationales, et du combat d'ensemble de la classe ouvrière d'Espagne pour mettre à bas le régime, s'est clairement manifesté

(1) En vérité, l'expression « boycott » ne nous semble pas très appropriée. Il aurait plutôt fallu dire : contre les élections monarcho-franquistes (note de la rédaction).

dans les semaines qui ont suivi le référendum du 6 décembre et ensuite dans la période électorale.

Les résultats du référendum ont commencé par rendre impossible la signature d'un nouveau pacte social venant confirmer et prolonger pour une nouvelle durée d'une ou plusieurs années le pacte de La Moncloa venu à échéance. Ce n'est pas la volonté des dirigeants des appareils de continuer à collaborer avec la monarchie qui était

en cause, mais l'absence des conditions politiques minimum requises pour pouvoir signer un accord avec le gouvernement, au vu et au su de la classe ouvrière, pour trahir ses intérêts et ses revendications, alors que Suarez et la monarchie venaient d'être défaits sur leur propre terrain.

Dans l'ensemble des corporations pourtant, les conventions collectives arrivaient à échéance et devaient être mises en négociation. Conformément

La position de l'Organizacion Cuarta Internacional devant les élections du 1^{er} mars

(...) Durement ébranlés par l'échec du référendum, le Premier ministre Suarez, les dirigeants de l'UCD, le roi Juan Carlos, héritier de Franco, sont à la recherche d'une nouvelle légitimité. (...)

Le 6 décembre, la classe ouvrière et le peuple d'Espagne ont refusé de reconnaître cette fausse légitimité.

Le 6 décembre, le peuple basque, les peuples de Catalogne et de Galice ont affirmé leur volonté d'émancipation nationale. (...)

Parce que nous sommes pour la république libre d'Euzkadi, parce que nous sommes pour la république libre de Catalogne, parce que nous sommes pour l'Union des républiques libres des peuples d'Espagne, nous nous prononçons contre la mise en place d'une nouvelle édition des Cortès octroyées, pour l'élection d'une Assemblée constituante souveraine au Pays basque, d'une Assemblée constituante souveraine en Catalogne, qui permettront aux peuples d'Euzkadi et de Catalogne de décider librement de leur sort.

Parce que nous sommes inconditionnellement pour en finir avec la monarchie, avec les institutions haïes du franquisme, avec sa police, son armée, son Etat, parce que nous sommes inconditionnellement pour l'émancipation de la classe ouvrière par les moyens de la révolution prolétarienne, nous appelons les masses laborieuses des villes et des campagnes et tous ceux qui sont attachés à la démocratie, aux libertés, au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, à boycotter les élections aux Cortès de la monarchie !

A bas la monarchie !

République !

Assemblée constituante pour la république libre du Pays basque !

Assemblée constituante pour la république libre de Catalogne !

Cortès constituantes pour l'Union des républiques libres des pays d'Espagne !

Amnistie totale et immédiate !

Libération de tous les prisonniers politiques !

A bas le blocage des salaires !

A bas le pacte social !

Madrid, 10 janvier 1979.

à sa nature franquiste, la monarchie a décidé de procéder de façon autoritaire et a publié un décret-loi établissant un blocage des hausses de salaires à 13,5 %, alors que le taux d'inflation a atteint 20 % au cours de l'année 1978 et atteindra au moins le même niveau en 1979.

Immédiatement, avec un instinct profond, la classe ouvrière a compris que le moment était venu d'agir et de tirer sur son plan de classe toutes les conséquences de la défaite du 6 décembre et de l'impossibilité pour les directions traîtres d'assurer à la monarchie la protection d'un nouveau pacte social. A partir des premiers jours de janvier, dans toute l'Espagne on a donc vu la classe ouvrière entrer en lutte pour ses revendications et préparer par la grève et la manifestation les conditions de l'affrontement avec le patronat et le gouvernement, pour briser le plafond des 13,5 %. Ce sont l'ensemble des corporations et secteurs de la classe ouvrière qui ont engagé ce combat — la métallurgie, les mineurs, les cheminots, la construction, les transports urbains, l'hôtellerie, les banques.

Les Commissions ouvrières, projection de l'appareil stalinien dans le mouvement ouvrier, « majoritaires » dans les comités d'entreprise qui remplissent depuis un an la place laissée vide par la disparition des structures de la CNS et en prolongeant la fonction, et l'appareil de l'UGT s'alignant dans la plupart des cas sur lui, mais avec d'extraordinaires difficultés, tensions et contradictions, ont tout mis en œuvre pour diviser et émietter le mouvement. Il leur fallait fermer, coûte que coûte, toutes les voies du mouvement vers sa centralisation, empêcher à tout prix que cette multitude de grèves et de manifestations séparées ne débouche sur la grève générale qu'elles portaient en elles.

C'est le moment où siégeait le Bureau international du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale. Dans le cadre de la commission espagnole du Bureau international, la situation a été analysée et la ligne suivante fixée pour le combat de l'OCI d'Espagne, consignée dans un tract diffusé à Madrid à partir du 16 janvier 1979 :

« (...) Que veulent les masses ? La grève générale ! Que faut-il ? La grève générale ! Telle est la réponse des masses à Suarez-Juan Carlos, qui veulent rééditer la manœuvre des élections aux Cortès octroyées de la monarchie franquiste. Elles veulent jeter à bas Suarez-Juan Carlos, la monarchie franquiste.

L'OCIE s'est prononcée le 10 janvier pour le boycott des élections qui prétendent légitimer la monarchie franquiste rejetée par la classe ouvrière et les nations basque, catalane et galicienne.

Pour l'OCIE, la lutte pour le boycott a commencé : la classe ouvrière l'a entamée sur le terrain de la grève. C'est le combat pour la grève générale qui s'engage maintenant (...).

La grève générale peut en finir avec Suarez, avec la monarchie. Le mouvement a commencé... »

A Getafe, dans la métallurgie madrilène ; à la SEAT de Barcelone où cette orientation a été adoptée par l'assemblée générale des travailleurs dans l'atelier n° 5 et à la Hispano Olivetti ; à Vitoria ; dans les banques à Madrid et Barcelone ; à Bilbao, sur le chantier de la centrale nucléaire de Lemoniz, les militants de l'OCIE ont combattu, avec les travailleurs regroupés dans les comités pour l'unité ouvrière, sur cette orientation, et ont tout fait pour que ce combat se centralise à l'échelle de l'Etat.

Obligés de tenter de disloquer le mouvement de la classe dans des grèves successives de 48 ou 72 heures, les dirigeants n'ont pas pu éviter ni les assemblées générales massives (5 000 participants dans celle de l'UGT, où un militant de l'OCIE a permis que soit imposé le vote de l'assemblée générale qui exigeait la manifestation et la grève générale de la métallurgie), ni la participation en masse des travailleurs aux piquets de grève, ni les affrontements violents avec la police chaque fois que celle-ci a cherché à les disperser.

C'est dans le secteur de la santé, dans les hôpitaux gérés par la Sécurité sociale, où le droit de grève a été refusé aux travailleurs par la monarchie franquiste, que la lutte a atteint sans doute le niveau le plus élevé en

termes d'organisation, de contrôle par les travailleurs de leur combat et de durée de la lutte. La grève a été déclarée illégale par le gouvernement et attaquée frontalement par les Commissions ouvrières et la direction de l'UGT qui ont fini aussi par la déclarer « illégale ».

Trois jours après le début de la grève, les travailleurs ont fait l'objet le 1^{er} février dernier d'un décret de réquisition signé par Suarez et le roi Juan Carlos, et les hôpitaux ont été occupés par la police.

Dans les deux principaux hôpitaux de Madrid, La Paz et Primero Octubre, la grève a duré jusqu'au 23 février, et le 27 février encore, à 2 jours des élections, les assemblées générales ont décidé qu'elles se réuniraient le 6 mars pour déterminer, en cas de non satisfaction des revendications, la reprise du mouvement. La force de la grève dans les hôpitaux où sont concentrés plusieurs milliers de travailleurs a reposé sur l'assemblée générale souveraine et dans le cas de Primero Octubre du comité de grève élu.

Mais c'est partout que le mouvement a tendu à se diriger dans cette voie et à retrouver le degré d'organisation, comportant la création d'organismes à caractère autonome, qui avait été atteint par les travailleurs dans les grandes vagues de grève de l'hiver et du printemps 1976 jusqu'à la chute du gouvernement Arias-Fraga-Areilza, le premier gouvernement de Juan Carlos.

Invariablement le patronat a fini par céder et le gouvernement l'a autorisé à le faire. Là où il ne le faisait pas et qu'un arbitrage était imposé, les fonctionnaires du ministère du Travail imposaient des augmentations dépassant, parfois largement, le plafond initial.

Il est vrai que pour Suarez et l'UCD c'était le prix à payer pour la tenue des élections, mais pour la classe ouvrière cela a été une démonstration dont elle saura tirer tôt ou tard les conclusions avec l'aide des militants d'avant-garde à savoir que l'obstacle essentiel que les masses ont à surmonter pour la satisfaction de leurs revendications se trouve au niveau des appareils traîtres sans lesquels le franquisme aurait déjà été détruit par l'action des masses.

LA CRISE DU RÉGIME SE CONCENTRE TOUJOURS EN EUZKADI

La vague de grèves ne touche certainement pas à sa fin. La préparation des élections municipales va comporter d'autre part, en particulier dans les campagnes et les municipalités à population ouvrière qui ceignent les grandes villes, le déploiement des masses populaires pour éliminer tout le personnel franquiste des mairies, pour fermer la voie à l'UCD et à l'AP-CD, pour élire leurs propres représentants aux municipalités, en premier lieu ceux des deux partis ouvriers majoritaires, le PSOE et le PCE.

Nous avons été pour combattre les élections « législatives » car leur sens politique immédiat était d'essayer d'effacer la défaite du référendum sur la Constitution. Les élections municipales peuvent au contraire permettre aux partis ouvriers d'occuper des municipalités qui peuvent devenir des points d'appui dans la lutte contre l'Etat monarcho-franquiste.

En Catalogne, en Euzkadi, en Galice les élections municipales signifieront un nouveau déploiement des masses pour leurs revendications nationales et elles aboutiront à un nouveau plébiscite pour les organisations qui apparaissent incarner aux yeux des masses le combat pour secouer le joug oppresseur de la monarchie franquiste. Mais c'est sur la question d'Euzkadi que se concentre plus que jamais la crise du régime franquiste.

La nouvelle défaite de Suarez, de Juan Carlos et des appareils le 1^{er} mars, qui survient immédiatement après la défaite du 6 décembre, en prolonge et en confirme toutes les déterminations, place l'ensemble des forces attachées à la défense de l'ordre bourgeois dans une situation très difficile.

L'éditorial de « El Pais » du 4 mars porte entièrement sur le vote basque. Sa lecture permet de mesurer l'impasse de la monarchie. « El Pais » écrit :

« Nos affirmations répétées que le terrorisme de l'ETA voyait son appui populaire diminuer chaque jour se sont avérées fausses malheureuse-

ment et notre pronostic, fondé sur l'analyse du vote non au référendum, que le nationalisme basque radical ne pourrait pas obtenir plus de 10 % des voix dans les quatre provinces a également été démenti par les faits. »

« El Pais » exprime ensuite sa profonde préoccupation face aux déclarations du ministre de l'Intérieur, Martin Villa :

« Faire comme si, du point de vue de la loi, l'« indépendantisme » et le terrorisme sont synonymes ne peut pas être réellement admis. Et la doctrine que n'ont pas leur place aux Cortès les partisans de l'autodétermination d'Euzkadi revient à confondre la Constitution avec les principes du mouvement (phalangiste) et un Etat pluraliste et parlementaire avec un régime totalitaire.

Au moment où il s'agit de faire l'impossible pour éviter le retrait quasi certain des Cortès des députés de Herri Batasuna, le ministre de l'Intérieur agit comme s'il voulait leur montrer la porte d'un geste impérial. »

Nous savons, de même que « El Pais » le sait, que la Constitution votée le 6 décembre est bien celle de la monarchie franquiste et qu'en parlant comme le fait Martin Villa, il en interprète parfaitement aussi bien l'esprit que la lettre. Ce que l'article de « El Pais » exprime n'est rien d'autre que la peur panique des conséquences d'une situation où la politique en 15 points de « pacification » d'Euzkadi, élaborée par Martin Villa avec l'appui du PCE pour essayer d'écraser les masses basques et de colmater les fissures dans l'appareil policier et dans l'armée, a échoué, et où tout autre politique, comportant ne fut-ce qu'une réduction limitée de la répression en Euzkadi, ne pourra se faire sans agrandir les fissures et les menaces d'explosion de ces deux institutions centrales de la monarchie franquiste.

C'est à ce point que se place la référence faite par « El Pais » aux députés de Herri Batasuna, c'est-à-dire aux porte-parole politiques de l'ETA. Ainsi qu'une déclaration politique de fin janvier de l'ETA l'a reconnu, le mot d'ordre conforme au combat

mené, aux résultats du référendum, à la nature des Cortès, à la revendication de l'indépendance d'Euzkadi était celui de l'abstention, c'est-à-dire du boycott, et non de la présentation de candidats. La décision de présenter des candidats aurait été adoptée afin, dit l'ETA, de « combiner l'astuce et la force » et « de faire avorter le plan de réforme du gouvernement » (lequel ?) en se montrant capable de combattre sur le même terrain que lui.

La présentation de candidats s'est accompagnée de l'engagement solennel devant les masses basques qu'aucun candidat élu n'irait siéger dans les Cortès, ni dans le « Conseil général basque », créé par Suarez en 1978 comme succédané de l'autonomie même limitée. Dès le lendemain du vote, les pressions les plus fortes ont commencé à s'exercer sur Herri Batasuna, de la part du PNV, de la hiérarchie catholique, des fédérations basques du PSOE, des agents de liaison de l'appareil stalinien. Le 4 mars la presse annonçait qu'il était possible que les députés de Herri Batasuna se rendent à Madrid retirer leur mandat.

Aujourd'hui, Herri Batasuna et l'ETA sont à la croisée des chemins. Ils concentrent sur eux l'ensemble des aspirations des masses basques pour mener à son terme le combat pour la satisfaction des revendications nationales qui sont devenues, du fait de la lutte des classes, chair et sang de la classe ouvrière et du peuple d'Euzkadi. Mais il ne peut pas y avoir satisfaction de ces revendications dans le cadre du franquisme ; la solution de la question d'Euzkadi conformément aux exigences des masses suppose et exige la chute de la monarchie franquiste et le démantèlement des institutions franquistes. Parce qu'il en est ainsi, tous les ponts vont être tendus par la bourgeoisie vers Herri Batasuna et l'ETA pour trouver avec eux une solution « intermédiaire », pour « négocier », en un mot pour obtenir d'eux qu'ils trahissent la cause qu'ils personnifient politiquement aujourd'hui.

Les liens que l'ETA n'a jamais rompus, en dépit de toutes ses divergences, avec la Démocratie chrétienne basque, c'est-à-dire le PNV, et avec la hiérarchie catholique, indiquent la nature et la force des pressions qui vont s'exer-

cer. Les discussions que l'OCI d'Espagne et l'OCI française ont pu avoir avec certains dirigeants d'Herri Batasuna ont révélé d'autre part une incompréhension profonde des causes de la politique du PCE, un refus d'en tirer les conséquences, un refus d'aborder clairement la question du stalinisme, dont les conséquences se sont déjà faites sentir dans certaines des orientations et décisions d'Herri Batasuna (1).

L'OCIE COMBAT POUR LA CHUTE DU FRANQUISME

L'OCI d'Espagne a établi depuis des mois des relations politiques militantes avec Herri Batasuna, quelque aient été les difficultés. A Madrid en octobre, c'est sur l'OCIE et les socialistes indépendants de la COAS qu'a reposé le poids de la campagne politique dans la classe ouvrière et dans les usines pour disloquer politiquement l'offensive du stalinisme, allié avec l'appareil d'Etat et bénéficiant de la caution du PSOE et de l'appareil de l'UGT. L'étau a été desserré, et la démonstration a été faite que la classe ouvrière de Madrid, de Castille et d'Andalousie n'était pas prête à se laisser dresser contre le peuple basque.

L'OCIE ne s'alignera pas sur Herri Batasuna. Son programme est celui de la destruction de l'Etat monarchique et la libération de tous les peuples d'Espagne du joug du franquisme. L'OCIE s'est prononcée pour l'indépendance d'Euzkadi et pour le combat inconditionnel pour la libération immédiate des prisonniers politiques notamment ceux de la prison de Soria qui se trouvent dans une situation critique après plus de 30 jours de grève de la faim.

(1) Les députés de Herri Batasuna ont réaffirmé depuis que cet article a été écrit leur refus de siéger dans les Cortès, tout en expliquant qu'ils entendaient se prévaloir de leur qualité de parlementaire et qu'ils iraient retirer leur mandat de député. Par ailleurs, ils ont annoncé qu'ils appelleraient à la convocation d'une Assemblée basque au lendemain des élections municipales, assemblées où siègeraient les maires et les représentants des Comités de lutte pour l'amnistie (NDLR).

A Vitoria, le 3 mars dernier, à l'occasion du troisième anniversaire des assassinats perpétrés par la police de la monarchie dirigée par Fraga en 1976, il y a eu une messe solennelle et un défilé négocié avec les autorités du ministère de l'Intérieur. Tous les mots d'ordre étaient interdits, en dehors de ceux des organisateurs de la manifestation, qui se réduisaient à ceci : « La lutte continue. Nous exigeons le châtiement des responsables. » L'OCIE a pris sur elle de rompre le cadre, de rompre cette discipline traître au combat des masses basques et au sens de la lutte des morts de Vitoria. Elle a déployé une banderole exigeant la libération immédiate des emprisonnés de Soria ; elle a lancé les mots d'ordre d'indépendance et de dissolution des corps répressifs. « El Pais » rapporte dans son édition du 4 mars qu'elle a regroupé autour d'elle plus de 4 000 manifestants.

L'OCIE, comme section espagnole du Comité d'organisation, se dispose en effet par rapport aux intérêts exclusifs des masses, la révolution prolétarienne, la chute de la monarchie franquiste, la libération des nationalités opprimées d'Espagne. Son appréciation et ses mots d'ordre sont la traduction dans les termes de la lutte des classes en Espagne et du combat si dur que la classe ouvrière doit y mener contre la politique des dirigeants de ses organisations traditionnelles, de tout ce qui a été exprimé par la chute de la monarchie iranienne et la destruction par les masses de ses institutions. Ce sont plus que jamais les mots d'ordre suivants :

A bas la monarchie !

A bas les Cortès, instrument de Juan Carlos !

République !

Assemblée constituante pour la république libre du Pays basque !
Assemblée constituante pour la république libre de Catalogne !
Cortès constituantes pour l'Union des républiques libres des pays d'Espagne !

Amnistie totale et immédiate !

Libération de tous les prisonniers politiques !

Etienne Laurent,
le 5 mars 1979.